

Octobre rose: une campagne pour mieux faire en Charente

La campagne de dépistage du cancer du sein est lancée. En Charente, les délais pour obtenir un rendez-vous restent un vrai problème.

Le cancer du sein se guérit dans 90 % des cas s'il est pris en charge dans les cinq ans. Au-delà, le taux chute à 20 % ». Le rappel du chiffre par Benjamin Gandouet, directeur général du Centre régional de coordination des dépistages des cancers en Nouvelle-Aquitaine (CRCCNA), suffit à mesurer l'importance de la nouvelle campagne qui s'ouvre. Le témoignage de Gisèle Lambert finit de convaincre les sceptiques : « J'ai toujours participé au dépistage dès que je recevais le courrier m'invitant à le faire. Je l'ai fait cinq fois, pendant dix ans, sans qu'aucune anomalie n'ait été détectée. Mais à la sixième fois, la mauvaise nouvelle est tombée ».

46% de taux de participation

Celle qui dit aujourd'hui se sentir guérie encourage vivement les Charentaises à se mobiliser pour le dépistage de cette maladie responsable de près de 12 000 décès chaque année en France. Pour le moment, la Charente fait plutôt figure de retardataire : « Le taux de participation est de 46 %, c'est inférieur à la moyenne nationale », relève Caroline Tournoux-Facon, médecin coordonnateur du CRCCNA.

Les acteurs de santé espèrent une mobilisation accrue cette année, même si le problème des délais de rendez-vous est loin d'être réglé. Estimé à six mois en moyenne actuelle-



Les acteurs de santé charentais ont lancé la campagne Octobre rose au Centre d'examen de santé à Angoulême.

Photo T. G.

ment dans le département, c'est l'un des principaux freins à la mobilisation. « Tout le monde est conscient du problème, et on y travaille », souligne Florian Besse, directeur de la délégation charentaise de l'Agence régionale de santé, qui rappelle que « le délai est deux fois plus long en Charente-Maritime ».

Six mois en moyenne pour avoir un rendez-vous

« On est pourtant plutôt bien équipés en machines », relève Michel Martin, président de la Ligue contre le cancer en Charente, préférant pointer là la question des déserts médicaux. Françoise Capdevielle, vice-présidente de l'association Fleur d'Isa, reconnaît « qu'avec un délai pareil, même si on a réussi à convaincre la

personne d'aller se faire dépister, on arrive vite à court d'arguments ». Un problème qui s'ajoute au frein psychologique ou à la fragilité socio-économique qui peuvent aussi expliquer la faible mobilisation. Pour y faire face, des pistes sont envisagées, comme la formation des manipulateurs en radiologie leur permettant de réaliser une partie des examens. « Les progrès de l'imagerie médicale grâce à l'intelligence artificielle et la détection plus rapide d'une anomalie permettraient aussi de réduire les durées de consultation », prévient Rodolphe Guerin, directeur des soins au Centre hospitalier de Ruffec.

Des difficultés qui pour Benjamin Gandouet, « ne doivent pas empêcher la planification de cet acte de santé dont il est important qu'il soit inscrit dans la régularité ».